

Commune de CAUBIOS LOOS
Département des Pyrénées-Atlantiques

**PERMIS DE CONSTRUIRE AVEC
PRESCRIPTIONS**
**DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA
COMMUNE**

REFERENCE DOSSIER

N° de dossier : PC06418323P0001

Demande déposée le 03/02/2023

Avis de dépôt de la demande affiché en mairie le : 03/02/2023

Par : Michel DUPOUY LAHITTE

*Demeurant : 145 Route de Momas
64230 Caubios-Loos*

DESCRIPTION DE LA DEMANDE

Pour : Réhabilitation d'une grange en habitat avec extension

*Sur un terrain sis : Route d'Uzein
64230 Caubios-Loos*

*Parcelle : ZD-0102
3350 m²*

Destination : Habitation

Surface de plancher autorisée : 138 m²

Le Maire,

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal territoire sud approuvé le 06/02/2020, et notamment sa zone UBa,

Vu la servitude PT2 relative à la protection des centres radioélectriques contre les obstacles,

Vu la servitude aéronautique de dégagement T4 et T5 Pau Pyrénées,

Vu la servitude aéronautique de dégagement T7,

Vu la situation du terrain en zone D du Plan d'Exposition aux Bruits de l'aéroport Pau-Pyrénées approuvé le 13/12/2010,

Vu le schéma d'assainissement des eaux pluviales approuvé,

Vu l'avis technique d'ENEDIS en date du 09/02/2023, relatif au raccordement en électricité de la construction pour une puissance de 12 KVA monophasé,

Vu l'avis FAVORABLE relatif à l'alimentation en eau potable du Syndicat des eaux Luy Gabas Léés en date du 20/02/2023,

Vu l'avis FAVORABLE relatif à l'assainissement collectif du Syndicat des eaux Luy Gabas Léés en date du 20/02/2023,

..... ARRETE

Article 1 : le permis de construire est **accordé** pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2

Envoyé en préfecture le 17/11/2023

Reçu en préfecture le 17/11/2023

Publié le

Publié le 17/11/2023
ID : 064-216401836-20230303-2023_11_22-AI

S²LO

Article 2 : Les prescriptions relatives à la zone D du Plan d'Exposition au Bruit de l'aér construction devra satisfaire à des prescriptions d'isolation acoustique (30 dB (A)) dans le locaux d'enseignement et soins.

Les prescriptions relatives à l'alimentation en eau potable de l'avis du Syndicat des eaux Luy Gabas Lées ci-jointes seront respectées.

Conformément à l'article 2.3 de la section 3 du règlement du PLUI, le projet devra être conforme au schéma d'assainissement des eaux pluviales approuvé.

Les prescriptions relatives à l'assainissement collectif de l'avis du Syndicat des eaux Luy Gabas Lées ci-jointes seront respectées.

CAUBIOS LOOS, le 3 mars 2023.

Le Maire,
Bernard LAYRE



Pour le Maire
L'Adjoint délégué,
Gilles BRUNET

POUR INFORMATION :

L'ensemble de la commune est classé en aléa faible à moyen dans la carte des aléas retrait de gonflement des argiles, voir site, <http://www.georisques.gouv.fr>

La commune est située en zone de sismicité modérée (3). Le terrain est concerné par les dispositions de l'arrêté du 22/10/2010 (JO du 24/10/2010) modifié par l'arrêté du 19/07/2011 (JO du 28/07/2011) relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

L'ensemble du département des Pyrénées-Atlantiques est considéré par arrêté préfectoral daté du 16/08/2001, comme zone contaminée par les termites ou susceptible de l'être.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur sa responsabilité en cas de dégradations des espaces publics ou privés pouvant être occasionnées lors des travaux de sa construction.

La réalisation des travaux donnera lieu aux versements des contributions suivantes :

- Taxe d'Aménagement Communale
- Taxe d'Aménagement Départementale
- Redevance d'Archéologie Préventive
- Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Une autorisation d'urbanisme est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa notification aux intéressés, ainsi qu'à sa transmission au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : Le bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :
 - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.
- En cas de déclaration préalable comprenant une partie coupe et abattage d'arbre, les travaux ne peuvent commencer qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation est acquise.

-Pour un permis de démolir, les travaux de démolition ne peuvent commencer que quinze jours après
-Pour un projet situé dans un site inscrit, les travaux ne peuvent commencer qu'après l'expiration d'une
demande en mairie.

-Si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution
des prescriptions d'archéologie préventive.

L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres. Le panneau d'affichage
doit être installé de telle sorte que les renseignements qu'il contient demeurent lisibles de la voie publique ou des espaces ouverts au public. Il doit
indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la nature du projet. Il doit également indiquer
l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

Il indique également :

- si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par
rapport au sol naturel ;
- si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ;
- si le projet porte sur un terrain de camping, ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre
d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs ;
- si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir.

Le panneau d'affichage doit également comprendre la mention suivante :

- " Droit de recours :

- " Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du
présent panneau (art. R.600-2 du code de l'urbanisme). "

- " Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du
permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception
dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R.600-1 du code de l'urbanisme). "

Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-18, est disponible à sur le site internet urbanisme du
Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

- **DUREE DE VALIDITE** : Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme modifié par le décret n° 2016-6 du 5 Janvier 2016, une
autorisation d'urbanisme est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en
est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, pour une durée d'un an, deux fois, sur demande
présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et
les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre
demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au Maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

En cas de recours contre l'autorisation, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

- **DROITS DES TIERS** : L'autorisation d'urbanisme est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle vérifie la conformité du projet aux règles et
servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant
lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux
civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale
dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil, dans
les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du Code des Assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Attention : Une autorisation d'urbanisme n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

-Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à
partir de la notification de la décision considérée, soit par envoi postal, soit par le site www.telerecours.fr

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. A cet effet il peut saisir le Tribunal
Administratif territorialement compétent d'un recours contentieux soit par envoi postal, soit par le site www.telerecours.fr. Dans ce cas, l'auteur du
recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ; il peut également saisir d'un recours
gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la
réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Envoyé en préfecture le 17/11/2023
Reçu en préfecture le 17/11/2023
Publié le
ID : 064-216401836-20230303-2023_11_22-AI



Restez informés. Elle est tenue d'en informer

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle le décide, préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.